

Cheeseman Nic et Fischer Jonathan (2019), *Authoritarian Africa: Repression, Resistance, and the Power of Ideas*, Oxford, Oxford University Press, 144 p.

Anaïs Angelo

---

Citer cet article : Anaïs Angelo (2021), « Cheeseman, Nic et Fischer Jonathan (2019), *Authoritarian Africa: Repression, Resistance, and the Power of Ideas*, Oxford, Oxford University Press, 144 p. », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, en ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/crangelo>

Mise en ligne : 30 avril 2021.

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2021.e482>

---

La question de la forme (plus ou moins concentrée, plus ou moins démocratique) des pouvoirs présidentiels a été constamment débattue depuis l'accession des États africains à l'indépendance. Félix Houphouët-Boigny, Jomo Kenyatta, Kwame Nkrumah, Julius Nyerere, ou encore Léopold Sédar Senghor, premiers présidents respectivement de la Côte d'Ivoire, du Kenya, du Ghana, de la Tanzanie et du Sénégal, ont tous défendu une certaine « africanisation » de leurs régimes présidentiels pour renforcer leurs pouvoirs quand la contestation s'intensifiait. Bien que l'idée d'un autoritarisme africain se soit depuis les années 1960 ancrée dans l'imaginaire occidental, le débat sur la démocratisation des régimes présidentiels africains n'a pas faibli. Le 5 février 2020, par exemple, le président kenyan Uhuru Kenyatta déclarait devant le Conseil de l'Atlantique à Washington, que « la démocratie n'est pas une tenue taille unique<sup>1</sup> » et qu'il était temps d'imaginer des formes alternatives de gouvernement<sup>2</sup>. Bien que restée très vague, cette déclaration intervenait à un moment où le pays débattait des recommandations du groupe de travail *Building Bridges Initiative*, établi pour stimuler le développement économique et l'unité nationale autour d'un gouvernement dit plus inclusif mais que beaucoup soupçonnaient de vouloir redorer le blason d'une dynastie politique vieillissante en mal de légitimité.

Le Kenya n'est cependant qu'un cas parmi d'autres à l'heure où les débats sur l'africanisation de la démocratie connaissent un nouvel essor et voient les arguments en faveur d'un « autoritarisme du développement » (au sens où un régime autoritaire serait plus

---

<sup>1</sup> « Democracy is not a one-size fits-all outfit ».

<sup>2</sup> Kevin J. Kelley, « Kenya Needs New Forms of Democracy, Uhuru tells US Audience, » *The Daily Nation*, 5 février 2020. En ligne, consulté le 6 février 2020. URL : <https://www.nation.co.ke/news/Kenya-needs-new-democracy-Uhuru-tells-US-Audience-/1056-5445432-137x58vz/index.html>.



à même de faciliter le développement économique d'un pays) se multiplier. Assistons-nous à une normalisation de l'autoritarisme ou à un simulacre de démocratie ? C'est la question que Nic Cheeseman et Jonathan Fischer, politistes spécialisés dans l'étude de la démocratie et du militarisme en Afrique, explorent dans leur ouvrage *Authoritarian Africa: Repression, Resistance, and the Power of Ideas*<sup>3</sup>. Faisant partie de la série *African World Histories* publiée par Oxford University Press (série explicitement conçue comme un outil pédagogique), ce petit ouvrage a pour but d'accompagner les étudiants dans leur réflexion sur l'autoritarisme, tout en démystifiant plusieurs idées préconçues sur le politique en Afrique subsaharienne.

Cheeseman et Fischer explorent les origines, la dynamique et la résilience de l'autoritarisme dans les pays africains postcoloniaux. Comme le sous-titre l'annonce, cette étude ne se limite pas à la répression ou à la résistance : elle englobe le « pouvoir des idées », celui que les dirigeants utilisent pour légitimer leur régime. Comme le montrent les auteurs, l'autoritarisme n'a pas seulement fait preuve de résistance en Afrique subsaharienne, il est également devenu de plus en plus populaire. Les étiquettes démocratiques ou autoritaires doivent donc être soigneusement repensées, non seulement parce qu'elles peuvent « simplifier la réalité », mais aussi « parce qu'elles ont le pouvoir de légitimer les gouvernements et les systèmes politiques<sup>4</sup> » (p. 104). Le livre est structuré autour de cinq chapitres organisés chronologiquement mais centrés sur des aspects spécifiques de la politique africaine, allant de la première vague de décolonisation (années 1960) jusqu'à nos jours.

Le premier chapitre explore le poids de l'héritage des gouvernements et systèmes de domination coloniaux sur les pays nouvellement indépendants. Les auteurs soulignent l'importance des continuités historiques et voient dans le legs colonial les bases d'un système défini par l'exercice autoritaire du pouvoir : une culture politique de la violence, l'absence de légitimité populaire, une économie extractive fondée sur le contrôle stratégique du territoire et la répression de tout esprit dissident. Le deuxième chapitre (1965-1985) analyse les moyens par lesquels les dirigeants africains, tout en réactivant des logiques politiques coloniales, ont cherché à ancrer leur autorité dans un imaginaire traditionnel « pour se conformer aux conceptions populaires de ce qu'est l'autorité publique légitime<sup>5</sup> » (p. 20). Le troisième chapitre (1970-1988) questionne la relation entre ressources économiques et pérennité du pouvoir : tout en soulignant que la présence de ressources naturelles sert souvent de fondement à un pouvoir autoritaire, celles-ci ne suffisent pas à pallier un déficit d'autorité aggravé par le manque de développement économique. Réfutant tout déterminisme économique, les auteurs soulignent que derrière des États forts se cachent des autoritarismes fragiles.

Loin de toute trajectoire historique fataliste, les deux derniers chapitres redonnent aux dirigeants africains le pouvoir sur leurs choix autant que sur leurs destins politiques. En examinant le rôle des institutions internationales dans la « démocratisation » des régimes africains pendant les années 1990, le chapitre 4 (1975-2000) montre les déficiences de la conception occidentale de la « bonne gouvernance » et des conditionnalités à l'aide

<sup>3</sup> *L'Autoritarisme en Afrique : répression, résistance et pouvoir des idées.*

<sup>4</sup> « *simplify reality* » ; « *because they have the power to legitimate governments and political systems* ».

<sup>5</sup> « *to conform with popular understanding of what legitimate public authority is* »

économique : « les décennies suivantes ont montré les limites de l'influence internationale en Afrique et la remarquable résistance des gouvernements autoritaires<sup>6</sup> » (p. 66). Les auteurs soulignent que les dirigeants africains n'ont pas été les marionnettes d'un ordre international qui se pose en gardien du savoir-faire politique mais ont su allier soutiens internationaux (politiques ou financiers) et pratiques autoritaires du pouvoir. Comme le montre le chapitre 5 (1995-2010), les débats sur la nécessité d'« africaniser » les concepts de démocratie et d'autoritarisme sont en pleine expansion, dans de nombreux pays comme le Cameroun (où le président Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, se maintient au pouvoir par la violence comme par la manipulation d'élections dites démocratiques), le Rwanda (où le président Paul Kagame a réussi le tour de force de légitimer un régime extrêmement autoritaire en se forgeant l'image d'un président fort porteur de développement et de stabilité dans un pays meurtri et divisé par le génocide), ou encore l'Ouganda où le président Yoweri Museveni a lui aussi puisé dans la rhétorique de la stabilité et de la modernisation autour de certaines valeurs progressistes comme la parité de genre pour assoir un pouvoir aussi autoritaire que vieillissant : « Avec le retour du langage des années 1960, une nouvelle génération de dirigeants et d'intellectuels africains a commencé à soutenir que l'unité était nécessaire au développement et que les modèles occidentaux n'étaient peut-être pas adaptés au contexte africain<sup>7</sup> » (p. 85). Dans un engagement fidèle aux valeurs démocratiques, les auteurs concluent qu'en dépit du fait que « ces arguments [soient] séduisants, et [aient] trouvé un écho chez de nombreux Africains frustrés par l'idée que les systèmes politiques occidentaux étaient intrinsèquement supérieurs, il y a peu de preuves que les États autoritaires surpassent réellement leurs homologues démocratiques<sup>8</sup> » (p. 85).

Reste à savoir si ces frustrations sont véritablement nouvelles. La structure chronologique de l'ouvrage fait de la résilience autoritaire et de l'autoritarisme de développement un phénomène nouveau. Certes, les auteurs se posent à l'encontre de sciences politiques qui ont longtemps présenté l'usage de la force et de la personnalisation du pouvoir comme la pierre de touche des régimes africains (aussi autoritaires soient-ils). L'image du président africain autocrate qui s'accroche désespérément au pouvoir est devenue partie intégrante d'un imaginaire global, que ce soit dans les médias occidentaux ou dans la littérature africaine. L'une des premières études explorant la politique présidentielle (ou dictatoriale) africaine est celle de Robert H. Jackson et Carl G. Roseberg, *Personal Rule in Black Africa*, qui ont tenté de créer une typologie des dirigeants africains en tant que princes, prophètes, autocrates ou tyrans<sup>9</sup>. Au centre de leur argumentation se trouvait l'idée que la politique de l'État était peu institutionnalisée et donc susceptible de devenir le champ d'action personnel du prince (ou du tyran). Dans les années 1990, avec la fin de la guerre froide et la démocratisation de la plupart des régimes africains, les arguments de Jackson et

---

<sup>6</sup> « *the subsequent decades demonstrated the limits of international influence in Africa and the remarkable resilience of authoritarian governments* »

<sup>7</sup> « *In a return to the language of the 1960s, a new generation of African leaders and intellectuals began to argue that unity was necessary for development, and that Western models might not be suitable in the African context.* »

<sup>8</sup> « *while these arguments are alluring, and resonated with many Africans who were frustrated by the continued implication that Western political systems were inherently superior, there is little evidence that authoritarian states really do outperform their democratic counterparts.* »

<sup>9</sup> Jackson Robert H. et Rosberg Carl G. (1982), *Personal Rule in Black Africa: Prince, Autocrat, Prophet, Tyrant*, Berkeley, University of California Press.

de Roseberg ont été considérablement remis en question par une nouvelle vague de recherches qui ont mis en évidence le rôle des institutions dans la politique africaine<sup>10</sup>. Toutefois, comme le rappellent Cheeseman et Fischer, la littérature qui s'est développée dans le sillage des années 1990 n'a pas été en mesure d'expliquer « la capacité des dirigeants autoritaires à conserver le pouvoir pendant de longues périodes, subvertissant ainsi les élections multipartites et (soi-disant) les constitutions démocratiques » (p. xx-xxi).

L'ouvrage de Cheeseman et Fischer vient certainement à point nommé pour en finir avec une lecture de la politique africaine réduite à quelques concepts binaires (démocratie versus dictature ; bons versus mauvais leaders ; optimisme versus pessimisme) et souligner que les régimes autoritaires sont des constructions politiques non pas seulement complexes mais surtout fragiles et incertaines, basées sur la coercition, la cooptation et le compromis. L'accent mis sur les fragilités structurelles de l'autoritarisme ne montre pas seulement que « l'apparence extérieure de domination totale ne correspond pas à la réalité interne des États sous-développés et des dirigeants vulnérable » (p. 16-17) mais explique aussi que les autocrates aient investi le champ de la rhétorique politique pour redorer leur blason. À l'heure du numérique et des fausses informations, le pouvoir des idées est devenu une ressource politique à part entière, souvent de plus en plus difficile à déchiffrer.

Cet argument centré sur la fragilité des pouvoirs autoritaires africains soulève cependant trois enjeux principaux pour les historiens de l'Afrique subsaharienne. D'abord, la transition entre un legs politique colonial (chapitre 1) et la question de la « performance » d'un pouvoir entre tradition et modernité (chapitre 2) suffit-elle à expliquer le processus de formation non pas seulement d'un État africain postcolonial mais d'un pouvoir présidentiel sans limite ? Peut-on voir dans le legs colonial les fondements du pouvoir présidentiel autoritaire postcolonial ? La question est d'importance et rappelle que les recherches historiques sur le sujet sont encore trop disparates. Ensuite, est-ce que l'autoritarisme de développement est véritablement un phénomène nouveau ? Une approche historique montre que les indépendances n'ont pas vu la fin de l'État colonial mais sa reconversion en bureaucratie de développement international et que ce phénomène est loin d'être un dérivé d'autoritarismes en sursis – il est au fondement de l'État postcolonial en Afrique<sup>11</sup>.

Enfin, l'analyse et l'exploration du pouvoir des idées (ou des idées du pouvoir), thème qui a sans doute trop longtemps été réservé à la science politique, gagnerait en profondeur en accordant une plus grande place à une analyse historique plus détaillée. Cheeseman et Fischer auraient pu embrasser une approche interdisciplinaire pour émanciper les élites postcoloniales africaines des carcans analytiques qui les ont longtemps réduites à de simples acteurs néocoloniaux. Tandis que des auteurs comme Frederick Cooper ou Emma Hunter ont montré la nécessité de reconstruire les futurs possibles que les élites africaines avaient

---

<sup>10</sup> Voir notamment : Posner Daniel N. et Young Daniel J. (2007), « The Institutionalization of Political Power in Africa », *Economic and Policy Review*, 13(1), p. 15-24 et Mkandawire Thandika (2015), « Neopatrimonialism and the Political Economy of Economic Performance in Africa: Critical Reflections », *World Politics*, 67(3), p. 563-612.

<sup>11</sup> Voir par exemple : Moskowitz Kara (2019), *Seeing Like A Citizen: Decolonization, Development and the Making of Kenya, 1945-1980*, Athens, Ohio University Press.

imaginé à l'indépendance, cette entreprise suscite encore la critique<sup>12</sup>. Cooper s'est récemment vu contraint de défendre ses travaux sur la façon dont les élites d'Afrique de l'Ouest imaginaient un avenir postcolonial contre les accusations que ces dernières n'étaient que les « accessoires » d'une politique néocoloniale profondément élitiste<sup>13</sup>. Par ailleurs, les juristes ont souligné que les pouvoirs exécutifs étendus ne fonctionnent pas dans un vide juridique mais sont ancrés dans un cadre constitutionnel complexe, qui a lui-même une histoire<sup>14</sup>.

*Authoritarian Africa* a le mérite de proposer une introduction concise et nuancée aux jeunes étudiants en politique africaine et de rappeler qu'il faut considérer le pouvoir présidentiel en Afrique subsaharienne comme une construction politique – non pas seulement un héritage – où les acteurs sont agents de leur propre destin et non uniquement les pions de l'ordre international dominant. À ce titre, il est une ressource pédagogique nécessaire à l'heure où, il faut le dire, nombre de jeunes étudiants perçoivent la politique africaine comme elle est présentée dans les médias occidentaux, faite de violence, de corruption et de désespoir. La question de la résilience autoritaire est de taille mais ne doit pas seulement nous amener à diagnostiquer le futur ; au contraire, elle appelle les historiens à investir plus avant, eux aussi, ce champ de recherche.

Anaïs Angelo

Université de Vienne, Département d'études africaines  
(Autriche)

## Bibliographie

COOPER Frederick (2017), « Routes Out of Empire », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, 37(2), p. 406-411.

HUNTER Emma (2015), *Political Thought and the Public Sphere in Tanzania: Freedom, Democracy and Citizenship in the Era of Decolonization*, Cambridge, Cambridge University Press.

JACKSON Robert H. et ROSBERG Carl G. (1982), *Personal Rule in Black Africa: Prince, Autocrat, Prophet, Tyrant*, Berkeley, University of California Press.

MKANDAWIRE Thandika (2015), « Neopatrimonialism and the Political Economy of Economic Performance in Africa: Critical Reflections », *World Politics*, 67(3), p. 563-612.

MOSKOWITZ Kara (2019), *Seeing Like A Citizen: Decolonization, Development and the Making of Kenya, 1945-1980*, Athens, Ohio University Press.

---

<sup>12</sup> Cooper Frederick (2014), *Citizenship Between Empire and Nation: Remaking France and French Africa, 1945-1960*, Princeton, Princeton University Press ; Emma Hunter (2015), *Political Thought and the Public Sphere in Tanzania: Freedom, Democracy and Citizenship in the Era of Decolonization*, Cambridge, Cambridge University Press.

<sup>13</sup> Cooper Frederick, « Routes Out of Empire », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, 37(2), p. 407.

<sup>14</sup> Voir par exemple l'excellente discussion du problème par Prempeh Henri Kwasi (2008), « Progress and Retreat in Africa: President Untamed », *Journal of Democracy*, 19(2), p. 109-123.

POSNER Daniel N. et YOUNG Daniel J. (2007), « The Institutionalization of Political Power in Africa », *Economic and Policy Review*, 13(1), p. 15-24.

PREMPEH Henri Kwasi (2008), « Progress and retreat in Africa: president untamed », *Journal of Democracy*, 19(2), p.109-123.